Acting for Peace, Development and Well-being for All
(A.P.D.W.A. asbl)
Agir pour la Paix, le Développement et le Bien-être pour Tous
Personnalité Juridique:
rrêté Ministériel N° 050 / CAB / ME / MIN / J&GS / 2026 du 23 Février 2026.
Certificat d'Enregistrement N° 061/SGDH/2023
Adresse: Route d'Uvira, Ibanda, Bukavu, RDC
E-mail: apdwa22@gmail.com
Tel: +243844231494, +243850459283
https://apdwa-asbl.org

Journée Internationale des Femmes Rurales Et Journée Mondiale de l'Alimentation

Célébration à Goma, Province du Nord-Kivu, RDC.
15-16 octobre 2026

Rédaction de l'Equipe de Communication de l'APDWA-Asbl.

1. Introduction

Le monde célèbre, en date du 15 Octobre, la journée mondiale de la femme rurale et le 16 Octobre de chaque année, la journée mondiale de l'alimentation. C'est dans ce cadre que certaines organisations locales, nationales et internationales dont OCHA, FAO PAM, CRS, CARITAS, FEC, APDWA (partenaire de TPO) , etc, ont célébré ces deux journées ensemble en co-organisant des événements humanitaires à Goma, au sein de l'Université de Goma (UNIGOM).



Dans la salle de Conférence plusieurs intervenants et invités ont pu soulever et toucher des points très importants et ont suscité l'accompagnement des organisations internationales pour la réussite de leurs projets, coopérative à base communautaire.



Un jeu de football par les femmes rurales a eu lieu au stade de l'Unité et la conférence dans la grande salle de l'UNIGOM. En fin la foire a été organisée où les femmes rurales ont exposé différents produits agricoles que les participants ont eu à acheter, et apprécier d'autre part.

Durant la conférence des grandes parties de panels ont été organisé selon différents intervenants.

2. Détails du Premier Panel

Investissements agricoles et résilience des femmes rurales: Alfred Mutoui de la FAO a présenté les investissements nécessaires pour améliorer l'accès des femmes aux petits équipements, aux infrastructures de stockage et aux technologies de transformation, répondant ainsi au problème des prix bas imposés par les acheteurs (comme pour les sacs de haricots de 180 à 200 kg). Alfred Mutoui a mis en avant le rôle des associations villageoises de crédit et des organisations coopératives, soulignant que l'intégration des risques climatiques est indispensable pour renforcer l'autonomie des ménages. En guise de consensus, l'intervenant a appelé les bailleurs à financer des programmes intégrés de longue durée pour réduire durablement la dépendance à l'assistance humanitaire.

Transition de l'assistance d'urgence vers la résilience par le Programme Alimentaire Mondial: Un représentant du PAM a détaillé la stratégie de l'organisation pour basculer

de l'aide d'urgence à une résilience durable en protégeant les moyens d'existence puis en restaurant les capacités de production locales. L'intervenant a fourni des données concrètes, notamment la réouverture de cantines scolaires bénéficiant à environ 47 000 enfants dans 73 écoles et le relancement du programme "Purchase for Progress"(Achat pour le Progrès) pour structurer et équiper les groupements de femmes. Le consensus repose sur la collaboration partenariale à long terme pour bâtir les capacités d'autonomie des populations.

Questions sur l'industrialisation agricole et le choix du genre: Au cours de la session de questions-réponses animée par une dame, des participants ont interrogé les panélistes sur l'industrialisation de la production agricole, le choix de cibler prioritairement les femmes et l'accès aux semences. Le chef de bureau du PAM a expliqué que l'industrialisation s'inscrit dans une perspective de transformation locale à long terme et a justifié le ciblage des femmes par leur fiabilité dans la gestion des vivres au sein des foyers. L'intervenant a également rappelé la synergie opérationnelle unissant le PAM et la FAO dans l'accompagnement technique des producteurs et productrices.

Enregistrement des organisations féminines sur le portail des Nations Unies: Jean-Marie, coordonnateur d'une organisation, a soulevé les difficultés administratives rencontrées par les associations féminines auprès du ministère de la Justice pour obtenir leur personnalité juridique, ce qui entrave leur enregistrement sur le portail des Nations Unies (UNPP) requis pour bénéficier des appuis du PAM. En réponse, le chef de bureau du PAM a pris bonne note de cette doléance et s'est engagé à examiner chaque dossier au cas par cas avec l'équipe compétente, tout en conciliant les règles de conformité institutionnelle.

Qualité des semences et adaptation locale: le présentant de le FAO et l'audience ont discuté des problématiques liées aux cultures, insistant sur l'impératif de disposer de semences de qualité rigoureusement adaptées aux conditions locales et résistantes aux maladies ainsi qu'aux aléas climatiques. Les échanges ont souligné le rôle central de la recherche et de la FAO dans la régulation des systèmes semenciers. La discussion s'est

achevée sur la nécessité de maintenir un dialogue permanent et des stratégies coordonnées entre les différentes parties prenantes.



Intermède artistique et culturel dédié aux femmes rurales: Madame Mariamu a introduit une troupe d'artistes locaux pour une prestation culturelle célébrant la journée internationale de la femme et de l'alimentation. La performance artistique a mis en valeur le travail rigoureux, le courage quotidien et la résilience des femmes rurales engagées dans l'agriculture. L'intermède s'est conclu par des applaudissements collectifs pour honorer l'implication des artistes et des productrices.

3. Détails du second Panel

Ouverture du deuxième panel et présentation des nouveaux intervenants: Madame Marina a repris la parole pour lancer la suite de l'événement et inviter à la tribune les membres du deuxième panel. L'intervenante a convié les représentants de l'Organisation mondiale de la santé, les représentantes des organisations féminines du secteur humanitaire ainsi que Philip Nico, représentant de CRS, marquant ainsi le début des discussions subséquentes.

Introduction de la table ronde et rôle central de la femme: `la modératrice introduit le panel et cède la parole à `Sabine`, représentant l'équipe du poste de santé de

l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ainsi que la fonction de point focal genre. `Sabine` remercie le collectif des organisations de sécurité alimentaire et met en avant la place centrale, souvent oubliée, de la femme urbaine et rurale dans toutes les sphères de la résilience communautaire et humanitaire.

La santé comme premier pilier de la résilience communautaire: `Sabine de l'OMS` explique que la résilience d'un ménage repose entièrement sur la santé de la femme, qui assume les rôles de culture, de soin et d'accompagnement familial. Le problème soulevé est l'impact des maladies et des violences conjugales ou basées sur le genre (désignées par le terme DDG) qui, en l'absence de prise en charge médicale, entraînent la vente des biens, l'endettement et le retrait des enfants de l'école. Le consensus établi est que l'accès aux soins de santé est un prérequis indispensable pour garantir la durabilité et la résilience des ménages.

La nutrition et la qualité des soins comme deuxième pilier: `Sabine de l'OMS` aborde le sujet de la nutrition en précisant que la malnutrition ne se résume pas à la quantité de nourriture dans l'assiette, mais dépend également de la qualité de l'eau consommée et du poids des charges de travail qui pèsent sur les femmes. `Sabine` argumente qu'une distribution alimentaire est plus efficace lorsqu'elle est couplée à des actions de dépistage, à la prise en charge de la malnutrition, à la vaccination, à des conseils nutritionnels et à des dépistages précoces (notamment du cancer), lesquels font l'objet d'interventions coordonnées par les équipes de l'OMS.

La sécurité sanitaire et la surveillance communautaire comme troisième pilier: `Sabine` met en lumière la persistance de risques épidémiques, tels que le choléra et d'autres foyers infectieux, ainsi que le scepticisme de certaines communautés qui nient l'existence de ces maladies avant d'y être confrontées lors de drames familiaux. Pour faire face à ces menaces, `Sabine` insiste sur l'impératif d'une alimentation sûre, d'une hygiène rigoureuse et d'une surveillance communautaire capable d'émettre des alertes rapides, un effort collectif soutenu par de nombreuses organisations des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

Présentation de la coopérative agricole et impact du changement climatique: Par la coordinatrice d'une coopérative agricole de jeunes à Goma, travaillant sur le site de Nzulo expose le problème du changement climatique qui perturbe les saisons agricoles et affecte particulièrement les femmes, représentant plus de 85 % des agriculteurs. Elles expliquent que la coopérative transforme les déchets en engrais naturel solide et liquide pour offrir une solution durable. Demandent aux panélistes quelles mesures ont été prises pour renforcer la résilience des femmes face à ces perturbations climatiques, et interrogent la FAO sur sa contribution auprès des femmes rurales ayant perdu leurs semences.

Questions sur la santé, la nutrition et la sécurité sanitaire: Madame Sabine de l'OMS relaie des questions de participants, notamment un épidémiologiste interrogeant Sabine et l'OMS sur les limites des femmes en matière de soins de santé primaires, ce qui les pousse à l'automédication et au recours aux tradi-praticiens. Une autre question, posée par une participante, interroge sur la collaboration avec les organisations féminines pour améliorer la couverture vaccinale ainsi que les consultations prénatales et préscolaires. Emmanuela soulève également la question de la protection indispensable pour permettre aux femmes rurales d'implémenter leurs activités sur le terrain.

Défis du système de santé et barrières socioculturelles: Sabine répond aux préoccupations concernant l'automédication et les retards dans la consultation médicale, identifiant un défi majeur où les femmes doivent obtenir la permission d'un tiers (mari, père, frère) avant de se rendre dans une structure de santé, en plus de consulter d'abord les pharmacies ou des guérisseurs traditionnels. Sabine qualifie cette situation de problème de protection et de violence basée sur le genre liée au déni de ressources et d'opportunités. Elles précisent que l'OMS soutient en premier lieu le système de santé étatique, tout en collaborant également avec les structures privées, les ONG nationales et internationales, et les initiatives locales.

Monitoring de la protection et gestion environnementale transversale: Un intervenant (répondant à la question de Safari concernant la sécurité) aborde la protection globale,



incluant la violence basée sur le genre, le monitoring de protection et les alertes de sécurité remontées par les organisations. Par la suite, cikuru munganga (coordinatrice d'Alicro) est saluée pour avoir reçu un prix pour ses activités de réduction de la pollution. Elles soulignent l'importance d'intégrer la gestion environnementale et la prévention de la pollution de manière transversale dans toutes les activités de terrain pour promouvoir une gestion durable de l'écosystème.

Disponibilité des semences, encadrement agronomique et utilisation des engrais: Un partenaire de la FAO analyse la perturbation climatique affectant les saisons culturales et la perte de semences, plaidant pour l'accès à des semences de qualité et soulignant l'absence d'agronomes sur le terrain pour encadrer adéquatement les agriculteurs. Concernant les engrais, Elles avertissent qu'une mauvaise utilisation des engrais chimiques de synthèse peut causer une catastrophe, tandis qu'une utilisation correcte améliore le rendement. Elles rappellent la nécessité de tester la composition du sol et de cibler les éléments nutritifs de référence (azote, phosphore, potassium) selon la culture et le rendement visé, plutôt de se fier uniquement à la superficie.

Engagement des organisations internationales envers les femmes rurales: Un Représentant de CRS (Catholic Relief Services) s'exprime à l'occasion de la Journée internationale de la femme rurale, rappelant les difficultés et opportunités manquées rencontrées par ces femmes. Elles réaffirment l'engagement des organisations internationales à œuvrer aux côtés des femmes rurales, des autorités locales et des organisations féminines pour promouvoir l'autonomisation, l'égalité des genres, la

sécurité alimentaire et un développement durable garantissant l'accès équitable à la terre, à l'eau, aux crédits, aux intrants agricoles, au marché, à l'éducation, à la santé et aux nouvelles technologies.

Voix des organisations nationales et des femmes rurales des territoires: La coordinatrice de Urembo s'exprime au nom des organisations nationales, soulignant l'importance de porter la voix des femmes venues de Walikale, Masisi, Rutshuru et Nyiragongo directement auprès des organisations internationales et du cluster de sécurité alimentaire. Ils remercient les organisations internationales pour leur soutien et garantissent que les organisations locales agissent comme un relais indispensable pour atteindre les zones reculées où les structures internationales ne peuvent se rendre directement.

Témoignages de femmes agricultrices sur la production maraîchère: Mama Faida (originaire de Masisi, groupement de Saka) et Mama Tumaini Josephine témoignent de leur travail quotidien en tant que femmes agricultrices cultivant des légumes tels que la lengalenga, les tomates, les épinards et les oignons. Elles expliquent que cette activité agricole leur permet de subvenir aux besoins de leur famille, de payer la scolarité des enfants et les soins hospitaliers, et d'éviter de mendier, tout en demandant un soutien accru en semences et en intrants pour éliminer la faim dans leur communauté.

Organisation de la culture du riz et bureaucratie: Une agricultrice de Walikale discute de la situation de maman Terito, qui s'occupe de la culture du riz et de l'huile avec l'ONG Congo, en identifiant la bureaucratie comme un problème principal. Elle évoque également la participation de madamoro kisera qui pratique l'élevage de petite envergure.







Élevage de bétail et difficultés sanitaires: Une participante explique que l'élevage de chèvres et de poulets ainsi que la gestion de fonds aident à scolariser les enfants. Elles rencontrent toutefois des problèmes importants liés aux maladies fréquentes du bétail et à l'indisponibilité des médicaments nécessaires pour soigner les animaux, ce qui conduit à des pertes de bétail.



Résumé du Premier Panel

Investissements agricoles et résilience communautaire

Appel aux bailleurs pour financer des programmes intégrés de longue durée afin de renforcer l'autonomie des femmes rurales.

Transition vers la résilience

Réouverture de cantines scolaires et rélancement du programme d'achat pour structurer les groupements.

Santé et résilience communautaire

L'accès aux soins de santé constitue le premier pilier indispensable pour garantir la durabilité des ménages.

Résumé du second Panel

Réunion sur le climat, la santé et l'agriculture avec les défis des femmes.

Impact climatique et santé

Changement climatique perturbe saisons agricoles et affecte femmes. Barrières socioculturelles limitent accès aux soins.

Défis agricoles et semences

Pertes de semences nécessitent un meilleur encadrement agronomique. Gestion environnementale intégrée aux activités.

Engagement des organisations

Organisations internationales soutiennent l'autonomisation des femmes rurales. Témoignages soulignent l'importance de l'agriculture maraîchère.